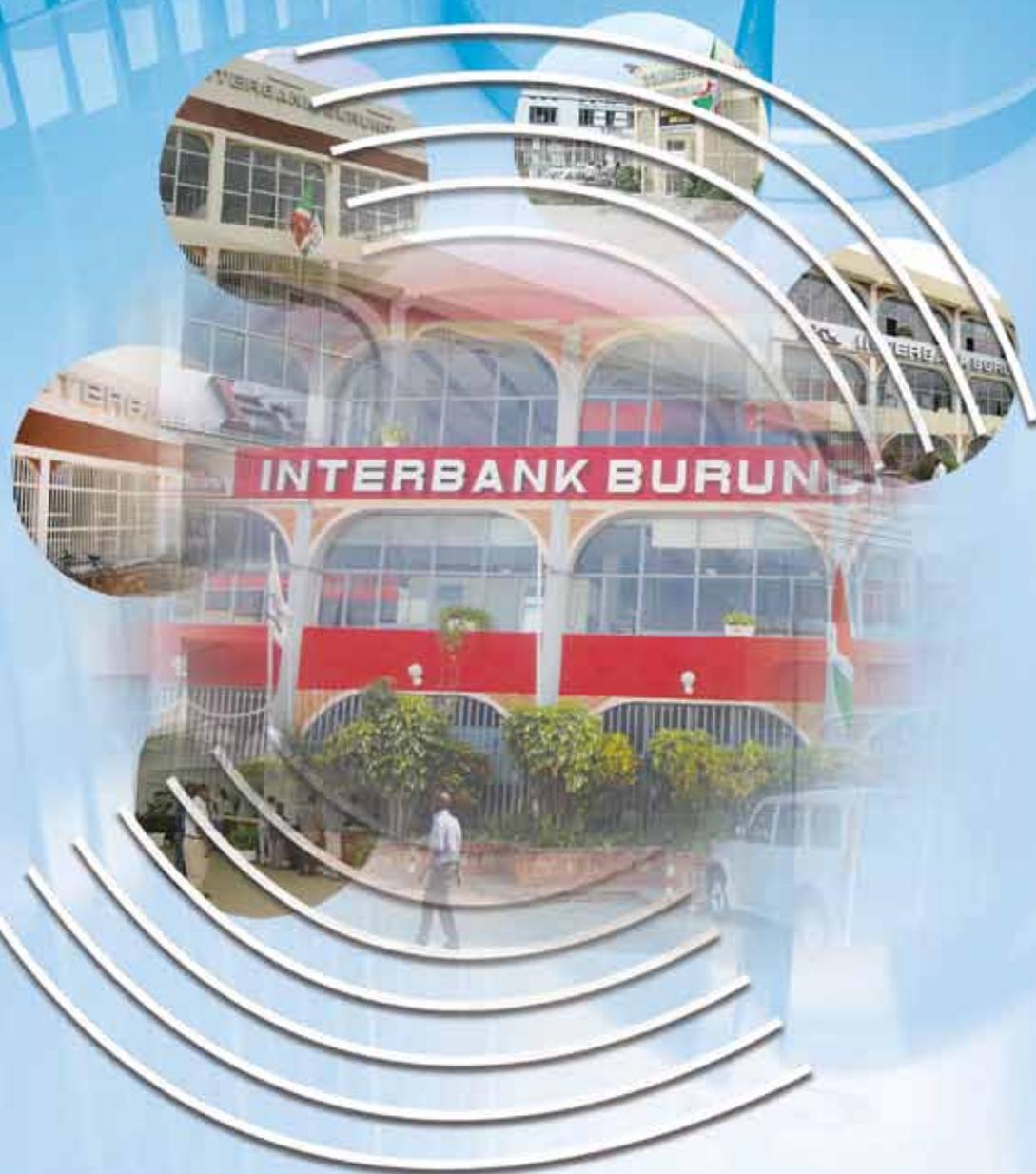




INTERBANK BURUNDI s.a

# Rapport d'activités 2013

07 Mars 2014 • 21ème Exercice Social





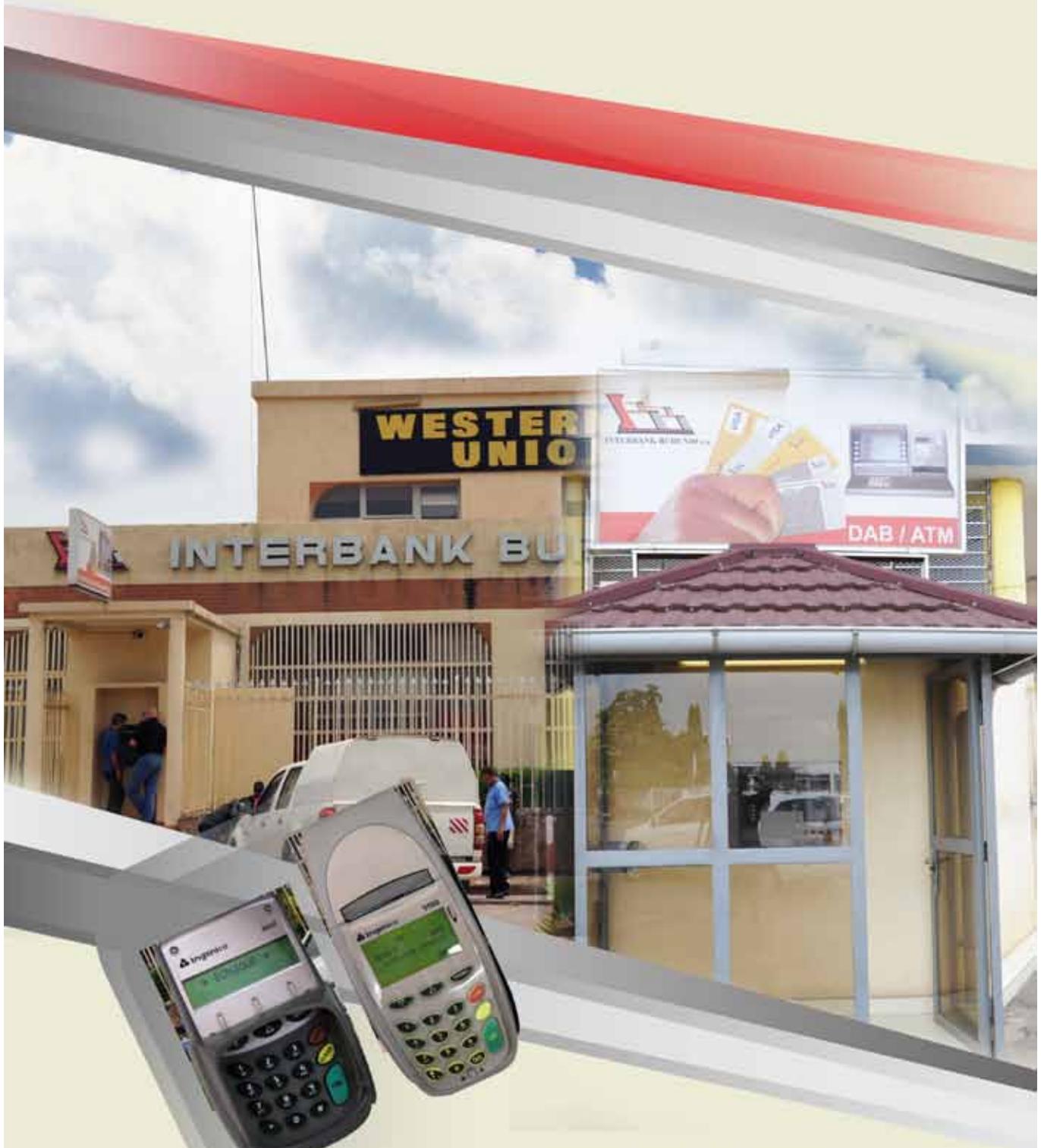
---

INTERBANK BURUNDI

---



**Carte VISA International & MasterCard  
acceptées à nos terminaux**



21ème Exercice Social

# *Rapport Annuel* 2013



**INTERBANK BURUNDI** s.a



# Table des matières

8

Message du Président du Conseil d'Administration

10

Message du Président du Comité de Direction

14

Rapport du Conseil d'Administration

15

Evolution des activités de la Banque

16

Bilan Social

18

La Banque dans son environnement

21

Bilan et comptes de pertes et profits

26

Rapport financier aux actionnaires

35

Répartition des bénéfices

39

Assemblée générale ordinaire des actionnaires

40

Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire

42

Réseau de Distribution

44

Réseau des Correspondants à l'Etranger



EXERCICE	2004	2005	2006	2007	2008
<b>EMPLOIS</b>					
Débiteurs en comptes courants	29.026,0	32.976,8	41.224,0	50.086,8	58.413,6
Crédits /Filière Café	3.001,4	1.086,3	10.950,0	3.224,0	9.414,0
Autres Crédits de trésorerie	13.069,4	9.988,4	10.361,9	16.176,9	22.434,5
<b>TOTAL</b>	45.096,8	44.051,5	62.535,9	69.487,7	90.262,1
<b>RESSOURCES</b>					
Dépôts à vue	49.573,1	46.254,8	64.964,7	73.002,4	114.409,7
Dépôts à terme & Bons de caisse	13.300,3	12.989,4	23.998,0	28.818,1	28.513,3
Carnets de dépôts	1.545,2	2.201,2	2.569,4	3.490,4	5.161,1
<b>TOTAL</b>	64.418,6	61.445,4	91.532,1	105.310,9	148.084,1
<b>MARGE (RESSOURCES-EMPLOIS)</b>	19.321,8	17.393,9	28.996,2	35.823,2	57.822,0
Crédits du Secteur Financier (*)	180.259,7	181.142,3	203.806,3	230.435,4	305.486,3
Part IBB (%)	25,0	24,3	30,7	30,2	29,5
Crédits du secteur bancaire (*)	161.742,2	165.376,1	183.618,6	205.229,3	276.919,1
Part IBB (%)	27,9	26,6	34,1	33,9	32,6
Résultat net	1.847,0	2.267,1	2.182,3	3.264,6	5.138,2
Fonds Propres Bruts (Avant répartition)	7.553,3	8.965,9	11.567,6	13.568,5	17.443,1

# Chiffres clés sur 10 ans

2009	2010	2011	2012	2013
65.248,9	73.039,5	90.642,8	106.226,8	102.395,2
1.405,0	4.491,6	5.576,8	5.503,7	2.623,2
27.829,9	37.132,8	47.896,2	49.447,8	47.554,9
94.483,8	114.663,9	144.115,8	161.178,3	152.573,3
138.576,9	159.244,3	158.507,5	178.367,7	181.185,3
27.842,6	28.806,9	35.498,4	31.760,5	42.876,9
5.999,4	6.756,2	5.899,1	7.760,3	8.727,1
172.418,9	194.807,4	199.905,0	217.888,5	232.789,3
77.935,1	80.143,5	55.789,2	56.710,2	80.216,0
335.130,0	430.752,6	573.214,8	649.370,5	698.467,6
28,2	26,6	25,1	24,8	21,8
301.761,8	386.406,3	519.100,0	592.277,4	627.797,7
31,3	29,7	27,8	27,2	24,3
6.791,2	7.553,8	9.937,9	6.489,9	3.701,9
22.825,0	27.125,4	32.862,8	34.348,1	40.037,9



# MESSAGE

## DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



## Georges COUCOULIS

En 2013, l'Interbank Burundi a, pour la deuxième année consécutive, inscrit son activité dans une conjoncture économique difficile, touchée de plein fouet par la crise financière mondiale et par la faiblesse de la production intérieure.

Une conjoncture exacerbée par la persistance d'un niveau élevé des prix des principaux produits et services de consommation courante comme les denrées alimentaires, les produits pétroliers, l'eau et l'électricité.

C'est dans cet environnement, fortement marqué par la montée des risques de crédits, que la Banque a poursuivi son développement commercial, avec pour objectif prioritaire le financement de l'économie, au plus près des besoins des entreprises, et le soutien aux projets de ses clients.

Une dynamique de développement qui s'est traduite, notamment, par une extension notable des ressources clientèle et des parts de marché maintenues, dans un environnement fortement concurrentiel.

Cette performance, réalisée dans des conditions de marché plus difficiles pour l'Interbank Burundi, traduit la maximisation des synergies au sein de son réseau et l'attention constante portée par ses organes dirigeants et l'ensemble de son personnel sur le service à la clientèle et la croissance de l'institution.

Nous appelons les uns et les autres à garder cette attention en éveil pour poursuivre l'amélioration de l'efficacité de la Banque, tant opérationnelle que commerciale, en mettant à

profit les nombreux investissements qui ont été réalisés pour accompagner le développement du réseau durant ces dix dernières années.

Notre appel est d'autant plus motivé que les défis à affronter restent immenses ; le redressement de nos clients victimes de l'incendie du Marché Central de Bujumbura, l'exacerbation de la concurrence, dans un marché bancaire fragmenté et de plus en plus tourné vers les solutions technologiques, et l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations plus contraignantes, notamment en matière de gestion des risques, sont quelques uns de ces challenges.

Nous tenons en même temps à remercier notre corps social pour le travail accompli au cours de l'exercice 2013 ; il a eu la capacité, à partir de notre culture et de nos spécificités, de faire la différence sur les principaux marchés et maintenir le positionnement de l'Interbank Burundi. Les résultats atteints en 2013 n'auraient pas été possibles sans sa remarquable mobilisation.

Enfin, nous souhaitons remercier l'ensemble des clients de la Banque, particulièrement nos clients du Marché Central de Bujumbura, pour la confiance dont ils ont fait preuve au cours des initiatives entreprises pour leur redressement dans l'environnement économique difficile consécutif au sinistre du 27 janvier 2013.

Nous tenons en même temps à les rassurer : l'Interbank Burundi dispose de nombreux leviers, financiers, humains et technologiques et continuera à les accompagner en poursuivant l'élargissement et la diversification de son offre pour coller au mieux à leurs besoins.

**Georges COUCOULIS**



# MESSAGE

## DU PRESIDENT DU COMITE DE DIRECTION



## Callixte MUTABAZI

Dans un environnement économique et financier difficile, l'Interbank Burundi a poursuivi le développement progressif de ses activités, fidèle aux axes stratégiques tracés pour l'exercice 2013. Les réalisations enregistrées, que ce soit au niveau du produit net bancaire, 21 508 millions de BIF, à celui du résultat brut d'exploitation, 8 966 millions de BIF, ou à celui du résultat net, 3 701 millions de BIF, traduisent à la fois la solidité de la Banque et la forte incidence de la situation économique globalement déprimée sur le portefeuille crédits.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette déprime dont les plus importants demeurent la faible mobilisation des appuis extérieurs, la baisse des recettes fiscales, du fait de l'étroitesse de la base taxable et, surtout, de l'impact de l'incendie du marché Central de Bujumbura, et la persistance de chocs externes liés à la crise économique mondiale.

La croissance du produit intérieur brut a, néanmoins, marqué une nette reprise, étant attendue à 4,5%, selon les prévisions de la BRB et du FMI, contre 4,2% réalisée en 2012. Cette reprise tiendrait des investissements réalisés dans les secteurs des télécommunications, de l'hôtellerie et du tourisme ainsi que dans le secteur énergétique. S'agissant plus particulièrement de ce dernier, l'année 2013 a vu l'arrivée de générateurs diesels supplémentaires à la REGIDESO, qui a d'ores et déjà amélioré l'offre d'électricité, et la mise en œuvre des projets comme Mpanda, Kabu 16, sur la rivière Kaburantwa, et Kagu 006, sur la rivière Kagunuzi.

En raison, notamment, du resserrement de la politique monétaire et de change par la Banque de la République du Burundi, la même embellie a été observée sur le front de l'inflation avec

un taux moyen de 7,5% sur les deux premiers trimestres de l'année. Suite, cependant, à la levée de la mesure d'exonération des taxes sur certaines denrées alimentaires à partir de juillet 2013, à la révision à la hausse de quelques prix administrés et à l'instauration de nouvelles taxes sur certains produits importés, l'inflation s'est de nouveau emballée au cours du deuxième semestre avec un taux établi à 12,1% à fin septembre, mais dont le niveau est retombé à 10,5% en fin d'exercice.

Dans le même temps, la liquidité, après les graves tensions observées en 2012 et en début d'exercice, s'est redressée au cours du second semestre de l'exercice 2013, consécutivement à l'encaissement de quelques appuis budgétaires, dont deux financements de la Banque Mondiale et un de la Banque Africaine de Développement.

Les réserves de change sont par contre restées à leur niveau de 2012, à 3,8 mois d'importations ; niveau maintenu artificiellement par la Banque Centrale qui s'est interdit toute intervention sur le marché interbancaire de devises.

Un environnement économique fort mitigé donc, qui donne d'autant plus de relief aux performances commerciales et financières de la Banque. Il est, entre autres, le fruit de la souplesse de la politique monétaire de la Banque Centrale dont l'orientation est demeurée axée sur l'encadrement du crédit et la stabilisation du taux de change.

Dans le domaine du crédit, la Banque de la République du Burundi a, en effet, continué à utiliser les instruments indirects de politique monétaire constitués de réserves obligatoires, d'appels d'offre de liquidité et de facilité de prêt marginal. Concernant le marché de change, elle a pris des mesures visant à stabiliser le taux de change par la fixation d'une marge de fluctuation du taux de change de  $\pm 1\%$  autour du taux de référence sur les opérations d'achats et de ventes des banques commerciales et des bureaux de change et par la libéralisation des mouvements sur les comptes en devises des résidents.

Pour le secteur financier, cet environnement en demi-teinte s'est traduit par une activité en berne, caractérisée par la baisse des financements à l'importation, la baisse des encours de crédits durant le premier semestre de l'année, avant une légère reprise au cours des deux derniers trimestres de l'exercice, en même temps que par l'aggravation de la situation des portefeuilles de crédits.

Avec le raffermissement de la liquidité, intervenu dans la deuxième moitié de l'année, le crédit à l'économie est reparti à la hausse pour s'inscrire en légère augmentation de 7,6% en fin d'exercice, à 698.467,6 MF.

En raison de l'ajustement de sa politique du crédit à la nouvelle donne économique, la contribution de l'Interbank Burundi au financement de l'économie s'établit à 21,8%, avec des encours de fin d'exercice de 152.573,3 MF. Une contribution en retrait, puisque elle était de l'ordre de 30% il y a trois ans ; ce repli traduit notamment l'érosion des parts de marché induite par l'arrivée de nouvelles banques mais aussi la nouvelle orientation de la politique de crédit de la Banque, écartant l'immobilier, les marchés publics et les crédits de plus d'une année de son champ d'intervention.

En même temps que cette inflexion de politique, l'implication et la mobilisation des chargés de relations ont été fortement sollicitées, dans le triple objectif de circonscription du risque de crédit, d'amélioration de la performance du portefeuille et de redéfinition de la gestion du risque. En plus de nouveaux instruments de suivi et de tableaux de bord mis à leur disposition, une nouvelle configuration du secrétariat crédits, impliquant l'affectation d'une unité chargée du suivi au quotidien des travaux du service, est d'ores et déjà en cours d'expérimentation.

Parallèlement, pour répondre à l'enjeu de raréfaction de la liquidité et faire face au risque tangible que cette menace a fait peser sur ses activités, la Banque a mobilisé toutes ses énergies pour dynamiser la collecte de ressources.

A cet effet, en soutien au renforcement des réalisations commerciales du Réseau, enrichi d'un nouveau guichet à Kanyosha, plusieurs actions ont été entreprises portant sur l'amélioration de l'offre produit, la conclusion de nouveaux partenariats ainsi que la conduite d'actions commerciales et marketing ciblées.

## PERSPECTIVES

En 2014, la Banque renforcera ces dispositifs et visera à répondre encore mieux aux besoins de sa clientèle en faisant valoir ses principaux atouts que sont la qualité et la proximité de ses services.

Dans une conjoncture économique qui devrait rester difficile, la réalisation de cet ambitieux programme constitue un véritable challenge. En effet, les perspectives d'activité pour l'exercice en cours demeurent tributaires des aléas ayant trait à l'environnement économique extérieur, au risque d'une nouvelle flambée des prix internationaux des produits alimentaires et pétroliers et aux diverses conditionnalités de l'assistance financière des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux.

Bien plus, la pression des dépenses en période préélectorale, qui pourrait soumettre la position budgétaire à une aggravation de tensions, constitue un risque supplémentaire pour l'horizon économique du pays.

En vue de soutenir l'activité, dans un tel contexte d'incertitudes, de demande de crédit affaiblie et de probabilités accrues de dégradation du portefeuille de crédits, des efforts particuliers seront portés sur la préservation de la qualité du risque, l'encadrement plus strict des crédits, la consolidation de notre positionnement et la poursuite de la diversification des sources de revenus.

S'agissant plus spécifiquement du crédit, dont des règles de classification et de provisionnement plus contraignantes seront en force à compter du 1er juillet 2014, le Secrétariat Crédits est d'ores et déjà reconfiguré à deux niveaux : d'une part, l'affectation d'une unité chargée du suivi au quotidien des travaux du service et, d'autre part, l'enrichissement du pool de chargés de relations par de nouvelles recrues de formation universitaire.

Quant au volet ressources de son programme, la Banque entend affiner son approche commerciale des créneaux générateurs de ressources en devises en vue d'un accompagnement optimal de ses clients importateurs. Parallèlement, le réseau de distribution sera complété par l'entrée en activité de trois nouveaux sites d'exploitation, dont les projets, les tout derniers de notre programme, sont actuellement en cours de réalisation au nouveau Marché COTEBU, à Mutanga-Sud et à Mutoyi, en commune Bugendana.

Concernant la monétique, au regard des développements en cours, la Banque compte démarrer les activités émission et acquisition des cartes MasterCard dès le début du second trimestre 2014.

L'Interbank Burundi est ainsi déterminée à mettre à profit toutes les opportunités opérationnelles et commerciales pour poursuivre son expansion, en gardant à l'esprit que le développement des activités repose sur la pérennisation d'une croissance rentable, une gestion dynamique des risques et le renforcement du dispositif de contrôle interne.

Elle réunit, pour réussir ce challenge, trois forces principales : son modèle de banque de proximité, qui a fait ses preuves ; sa présence nationale, qui lui permet d'accompagner ses clients partout dans le pays ; enfin, plus important encore, l'expertise et l'engagement de ses équipes, qui travaillent chaque jour à la satisfaction de tous ses clients.

Callixte MUTABAZI



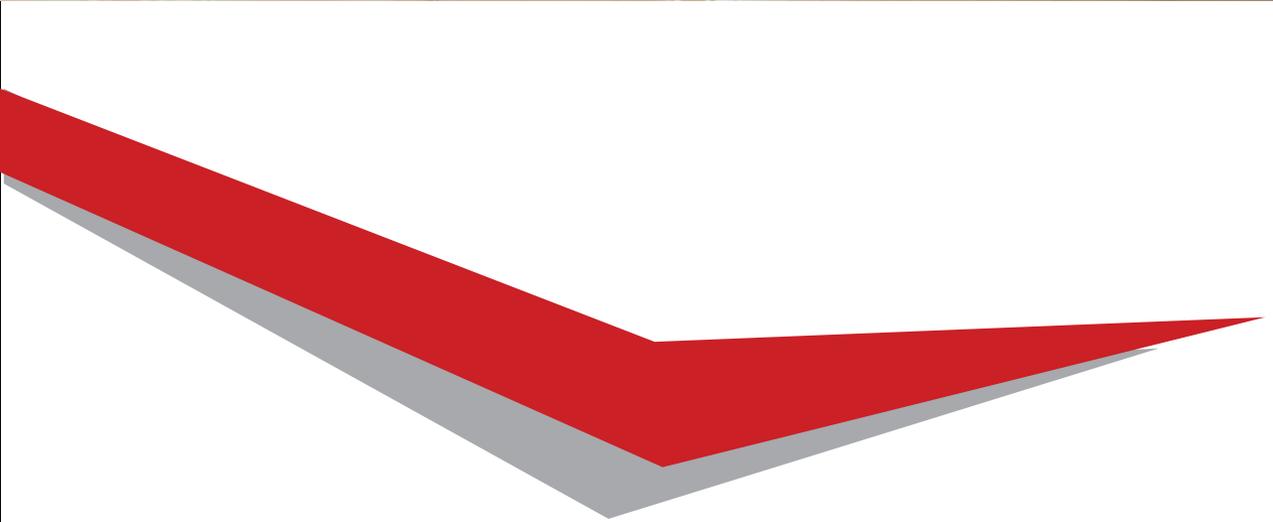
INTERBANK BURUNDI s.a

**Quels que soient vos  
besoins et où  
que vous soyez,  
nous avons pour vous**

**une solution  
sur mesure!**

15, Rue de l'Industrie • B.P. 2970 Bujumbura - Burundi  
Tél. : (+257) 22 22 06 29 • Fax : (+257) 22 22 04 61  
E-mail : [info@interbankbdi.com](mailto:info@interbankbdi.com)  
Site web : [www.interbankbdi.com](http://www.interbankbdi.com)





# Rapport

## du Conseil d'Administration

## EVOLUTION DES ACTIVITES

Dans une conjoncture ralentie, la banque a poursuivi le développement de son fonds de commerce sur tous les marchés, en privilégiant la qualité du risque et la satisfaction des clients, et a confirmé son soutien aux acteurs de l'économie, au plus près de leurs activités.

Tirant profit de la détente sur le front de la liquidité, la Banque a notablement élargi sa base de ressources et a pu ainsi maintenir l'activité de financement de l'économie, dans des conditions de marché difficiles.

Elle a su pour cela capitaliser sur la motivation, le professionnalisme et la réactivité de ses collaborateurs, proches de leurs clients et à leur écoute.

### RESSOURCES

En 2013, le développement des ressources est demeuré une priorité pour la Banque. Profitant de l'amélioration de la liquidité intervenue dans la seconde moitié de l'année, elle s'est notamment appuyée sur ses dispositifs commerciaux pour capter les ressources de financement débloquées en faveur des projets clients de la Banque.

Au 31 décembre, l'encours des dépôts atteignait 232.789,3 MF, dont des comptes à vue et à un mois au plus de 212.704,9 MF.

### CREDITS

Dans un contexte économique atone, l'octroi de crédits a ralenti, traduisant une faible demande inhérente aux capacités de paiement limitées de l'Etat, encore principal moteur de l'économie, et à l'ajustement de la politique de crédit de la Banque à cette nouvelle donne ; un arbitrage écartant l'immobilier, les marchés publics et les crédits de plus d'une année de son champ d'intervention.

Ainsi, par rapport à l'exercice 2012, les crédits à l'économie décrochent de 5,3% en s'établissant à seulement 152.573,3 MF contre 161.178,3 MF au 31 décembre 2012.

## SERVICES

- **International Banking**

Pour la deuxième année consécutive, l'activité à l'International a été nettement éprouvée par la raréfaction des liquidités en devises résultant de l'important repli des appuis budgétaires des bailleurs de fonds.

Cette situation, à l'instar de l'exercice précédent, a eu pour effet un tassement marqué des commissions de change et d'importation, en chute de 6,6 %.

- **Opérations de Guichet et Inter Agences**

Du fait de l'élargissement du réseau de distribution et de l'étoffement du fonds de commerce, qui en est partiellement la conséquence, le volume de transactions à nos guichets s'affiche en croissance constante.

## RENTABILITÉ DES OPÉRATIONS

La baisse des crédits à l'économie, la détérioration du portefeuille et la faible vitalité des activités à l'International Banking, largement corrélée à la situation de trésorerie tendue en devises, ont induit une baisse de 43,0% du résultat net, celui-ci ne s'établissant plus qu'à 3.701,4 MF en 2013 contre 6.489,9 MF à fin décembre 2012.

## BILAN SOCIAL

### PERSONNEL

- **Gestion des Ressources Humaines**

Conformément aux principes de longue date inscrits dans sa stratégie, l'Interbank Burundi a maintenu une politique des ressources humaines axée sur le dialogue, l'écoute, une gestion

proactive des carrières et la mobilité interne des collaborateurs.

En matière de gestion de la mobilité interne, de nouveaux postes ont été proposés aux collaborateurs de la Banque, en fonction de leurs compétences et aptitudes, avec l'objectif affirmé de développer leurs talents et leur employabilité. Courant 2013, plus de vingt mouvements, dont sept promotions, ont ainsi été enregistrés, traduisant un changement de métier ou de poste, ou les deux à la fois, que ce soit dans le cadre d'une mobilité interne ou d'une évolution de carrière.

Dans la continuité de sa politique de mixité du management, la Banque a vu son effectif se féminiser, puisque les collaboratrices représentent aujourd'hui 25,4% de l'effectif et 35,2% des managers.

### • Formation

L'effort de formation est resté important en 2013 ; d'une part, tous les responsables d'agences et guichets ont bénéficié de trois séances de formation, une sur la « Fonction Crédit » et deux sur l'« Audit Interne » ; d'autre part, les cadres de direction ont pu suivre deux présentations, l'une sur la méthodologie IFRS et son impact sur la présentation des résultats financiers et une autre sur l'archivage électronique des documents.

En complément à ces formations, l'apprentissage au service du développement de la compétence et de la professionnalisation des salariés s'est poursuivi au travers de nombreuses réunions de service organisées par les différents responsables de la Banque.

### • Epanouissement Humain des Collaborateurs

En 2013, au travers d'initiatives et d'engagements forts, l'Interbank Burundi a confirmé son souci de l'amélioration des conditions de vie de ses collaborateurs.

Ainsi, en dépit de la contraction des activités, la Banque :

- a maintenu les augmentations salariales, en primes et indemnités, à leur niveau des exercices précédents ;
- a renforcé sa politique d'accession à la propriété par l'octroi d'une vingtaine de prêts « premier logement » ; en effet, l'Interbank Burundi a toujours considéré que l'accès à l'habitation demeure un objectif de vie pour beaucoup;

- et a consenti à ses salariés remplissant les critères de longévité une prime de fidélité correspondant aux vingt années passées à son service.

Par ailleurs, fruit du dialogue social soutenu entre la Direction et le Conseil d'Entreprise, et eu égard au contexte d'érosion du pouvoir d'achat, les deux parties se sont convenues en milieu d'année 2013 de libérer une tranche de l'épargne constituée dans le cadre du Fonds de Pension Complémentaire aux fins d'appuyer les membres du personnel à amorcer quelques petits projets d'autopromotion.

## LA BANQUE DANS SON ENVIRONNEMENT

L'Interbank Burundi, par sa culture et ses pratiques, adhère naturellement aux principes du développement solidaire, qui vise à rechercher le respect des intérêts de tous ses partenaires : actionnaires, personnel, clients, fournisseurs, société civile, environnement et communautés au sein desquelles elle évolue.

Cet engagement de partenariat s'appuie sur les propres valeurs de professionnalisme, d'esprit d'équipe et d'innovation de la Banque. Il se traduit par des actions multiformes touchant à quatre secteurs d'intervention principaux: la solidarité, la promotion de l'art et de la culture, le sport et la formation.

En matière de solidarité, l'Interbank Burundi a continué à soutenir les causes humanitaires, sociales et environnementales par l'entremise de dons et de subventions, ainsi que l'achat de tickets de spectacles et soirées de gala caritatives.

Au chapitre culturel et artistique, l'Interbank Burundi nourrit un intérêt manifeste au patrimoine culturel du pays et s'investit depuis plusieurs années dans la revalorisation de l'art burundais par diverses acquisitions. En même temps elle encourage la création par des donations, notamment au niveau de l'édition de nouveaux livres d'auteurs souvent méconnus.

Dans le domaine de la protection de l'environnement, la Banque a maintenu son soutien à la valorisation des entreprises et projets impliqués dans le développement durable en finançant le prix Roi Mwezi Gisabo pour la Défense de l'Environnement qui est parrainé et décerné par Action Ceinture Verte pour l'Environnement, « A.C.V.E. ».

S'agissant du sport, en partenariat avec la Brarudi, l'Interbank Burundi a poursuivi les partenariats noués depuis plusieurs années avec les grands challenges de golf et de tennis.

Quant à la formation, la Banque a continué à recevoir et à encadrer de jeunes stagiaires en fin de scolarité venus éprouver leurs connaissances théoriques aux réalités du terrain dans le cadre de leurs travaux de fin d'études.



**INTERBANK BURUNDI** s.a



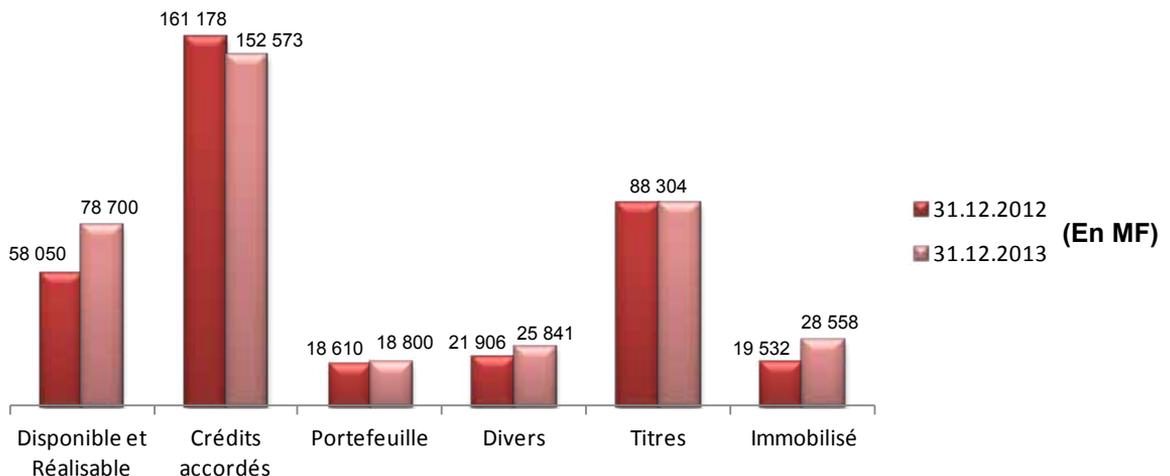
**Acceptéé  
à nos terminaux**



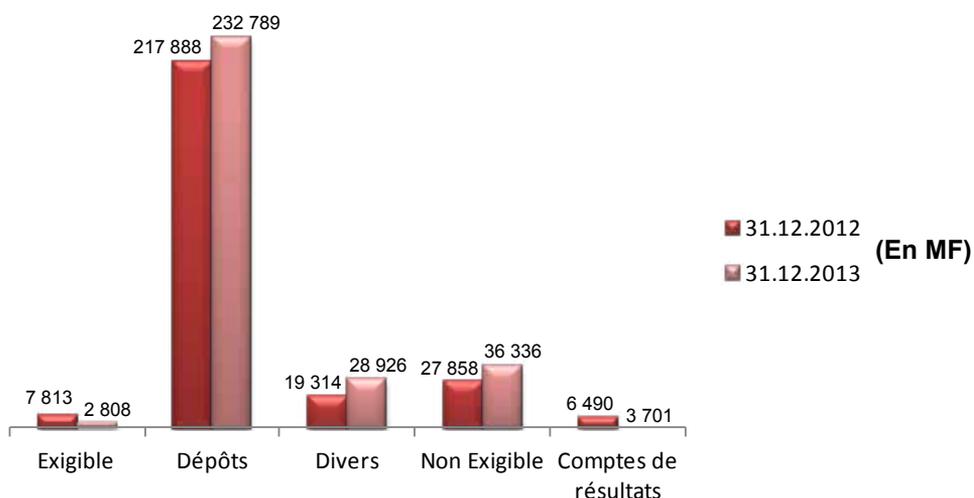
# BILAN ET COMPTE DE PERTES ET PROFITS

# BILAN AU 31.12.13 COMPARE AU 31.12.12 (BIF)

<b>ACTIF</b>	31.12.2012	31.12.2013
<b>1. Disponible et Réalisable</b>	<b>58 050 209 149</b>	<b>78 700 677 686</b>
. Caisse-BRB-CCP	13 566 731 131	22 218 148 472
. Banques	44 179 597 738	55 572 948 733
. Prêts au jour le jour	0	0
. Autres valeurs à recevoir à CT	303 880 280	909 580 481
<b>2. Crédits accordés</b>	<b>161 178 303 130</b>	<b>152 573 333 591</b>
. Crédits à court terme	137 132 120 822	125 587 000 306
. Crédits à moyen terme	22 396 892 765	25 428 083 198
. Crédits à long terme	1 649 289 543	1 558 250 087
<b>3. Portefeuille</b>	<b>18 609 900 000</b>	<b>18 800 000 000</b>
. Obligations du Trésor	1 109 900 000	0
. Bons du Trésor	17 500 000 000	18 800 000 000
<b>4. Divers</b>	<b>21 905 518 169</b>	<b>25 841 470 223</b>
<b>5. Titres</b>	<b>88 303 680</b>	<b>88 303 680</b>
. Participations	88 303 680	88 303 680
<b>6. Immobilisé</b>	<b>19 531 830 560</b>	<b>28 557 680 744</b>
. Terrain	962 918 024	12 209 293 048
. Immeubles d'exploitation	8 499 784 918	6 460 276 597
. Immeubles non liés à l'exploitation	3 815 546 691	3 421 292 921
. Matériel et mobilier	5 869 136 734	5 934 539 298
. Aménagement et Installation	384 444 193	532 278 880
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>279 364 064 688</b>	<b>304 561 465 924</b>



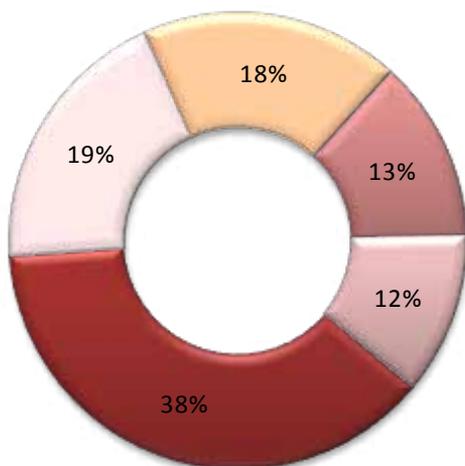
<b>PASSIF</b>	31.12.2012	31.12.2013
<b>1. Exigible</b>	<b>7 813 455 593</b>	<b>2 808 028 800</b>
. Créanciers privilégiés	2 668 840 072	1 772 655 548
. Banques et Instit. Financ.	4 305 678 871	234 334 463
. Emprunt de liquide	0	0
. Autres valeurs à payer à CT	838 936 650	801 038 789
<b>2. Dépôts</b>	<b>217 888 460 670</b>	<b>232 789 354 310</b>
. A vue	178 367 732 170	181 185 320 962
. A terme	31 760 454 292	42 876 911 333
. Carnets de dépôts	7 760 274 208	8 727 122 015
. Bons de caisse	0	0
<b>3. Divers</b>	<b>19 314 029 430</b>	<b>28 926 181 025</b>
<b>4. Non Exigible</b>	<b>27 857 716 918</b>	<b>36 336 046 048</b>
. Capital libéré	20 484 800 000	20 484 800 000
. Réserve légale	2 048 480 000	2 048 480 000
. Réserves de réévaluation	1 325 566 918	8 693 766 048
. Capitaux et réserves à affec	0	0
. Réserve disponible	2 123 870 000	2 859 000 000
. Provision générale pr risques	1 875 000 000	2 250 000 000
<b>5. Comptes de résultats</b>	<b>6 490 402 077</b>	<b>3 701 855 741</b>
. Bénéfice reporté	491 264	501 567
. Bénéfice Net d'Impôts	6 489 910 813	3 701 354 174
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>279 364 064 688</b>	<b>304 561 465 924</b>



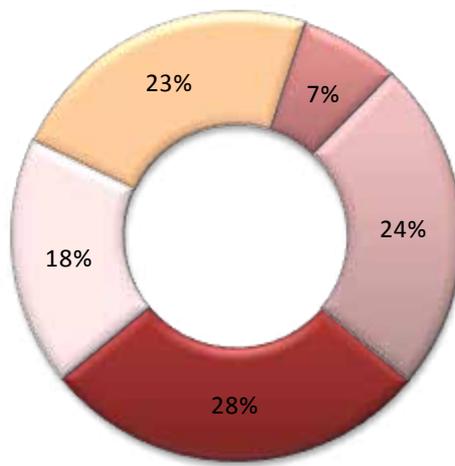
## COMPTE DE PERTES ET PROFITS AU 31.12.2013 COMPARE AU 31.12.2012 (BIF)

DEBIT	31.12.2012	31.12.2013
1. Charges financières	9 605 091 646	7 641 219 432
2. Frais de personnel	4 682 726 663	4 932 914 976
3. Autres charges d'exploitation	6 402 940 982	6 271 522 276
4. Impôts et taxes	3 296 758 360	1 977 552 363
5. Amortissements & Provisions	2 909 014 342	6 535 338 036
6. Bénéfice net d'impôts	6 489 910 813	3 701 354 174
<b>TOTAL</b>	<b>33 386 442 806</b>	<b>31 059 901 257</b>

31.12.2012



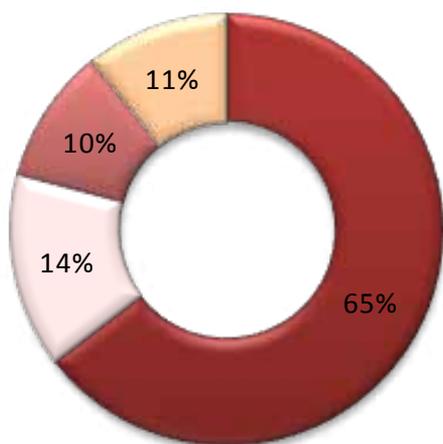
31.12.2013



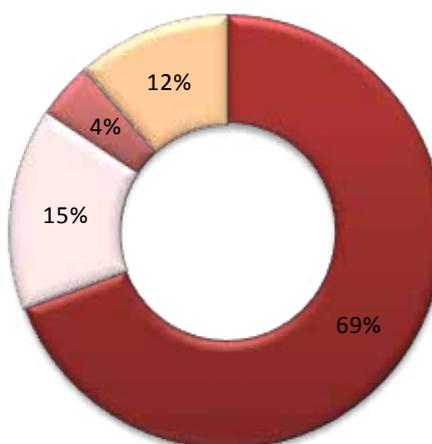
- Charges financières
- Frais de personnel
- Autres charges d'exploitation
- Impôts et taxes
- Amortissements & Provisions

<b>CREDIT</b>	31.12.2012	31.12.2013
<b>1. Intérêts et Commissions sur crédits accordés</b>	<b>21 310 652 241</b>	<b>21 518 866 683</b>
<b>2. Revenus sur opérations</b>	<b>4 833 152 916</b>	<b>4 691 450 982</b>
<b>3. Revenus sur le portefeuille</b>	<b>3 399 335 575</b>	<b>1 303 108 204</b>
<b>4. Profits divers</b>	<b>3 843 302 074</b>	<b>3 546 475 388</b>
<b>TOTAL</b>	<b>33 386 442 806</b>	<b>31 059 901 257</b>

31.12.2012



31.12.2012



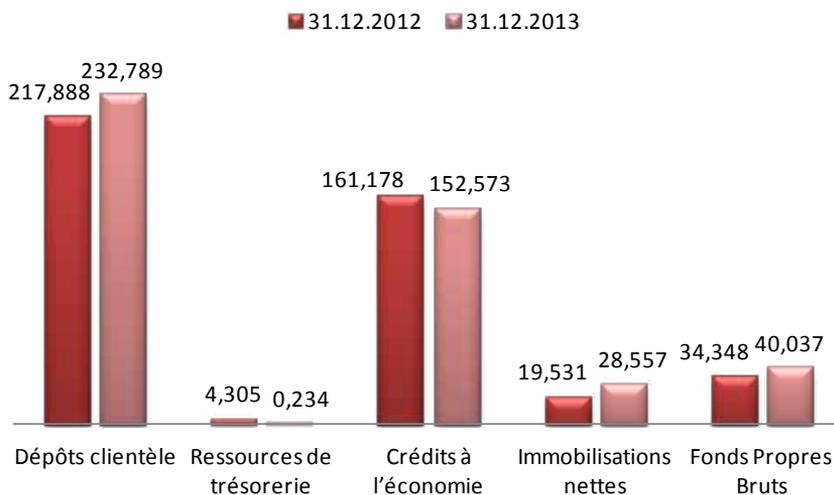
- Intérêts et Commissions sur crédits accordés
- Revenus sur opérations
- Revenus sur le portefeuille
- Profits divers

# RAPPORT FINANCIER AUX ACTIONNAIRES POUR L'EXERCICE 2013

## 1. BILAN

Comparé à l'exercice 2012, le total de bilan au 31 décembre 2013 a progressé de 9,0%, essentiellement sous le double impact de l'amélioration de la liquidité et de la réévaluation du patrimoine immobilier de la Banque.

En millions de Bif	31.12.2012	31.12.2013	Variation %
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>279.364,1</b>	<b>304.561,5</b>	<b>+9,0</b>
Dépôts clientèle	217.888,5	232.789,3	+6,8
Ressources de trésorerie	4.305,7	234,3	-94,5
Crédits à l'économie	161.178,3	152.573,3	-5,3
Immobilisations nettes	19.531,8	28.557,7	+46,2
Divers emplois	98.653,9	123.430,5	+20,0
Fonds Propres Bruts	34.348,1	40.037,9	+16,6



Les évolutions caractéristiques du bilan au 31 décembre 2012 sont les suivantes :

- une croissance des dépôts de la clientèle moins marquée par rapport à l'exercice précédent: leur encours enregistre une hausse de 6,8%, à 304.561,5 MF, contre une progression de 9,0 % en 2012;

- un recul des crédits à l'économie : à 152.573,3 MF, ils s'inscrivent en baisse de 5,3% alors que leur encours avait augmenté de 11,8% en 2012 ;
- une amélioration sensible du ratio de couverture des crédits par les dépôts en Francs Burundi : 114,9% à fin décembre 2013 contre 95,6% une année plus tôt ;
- une forte poussée des divers emplois (+20,0%), largement due à l'amélioration de la liquidité: les avoirs disponibles et en banques ont progressé de 35,6% ;
- la réévaluation du patrimoine immobilier de la banque s'est traduite par le renforcement des fonds propres bruts qui, avant répartition des résultats, s'établissent à 40.037,9 MF contre 34.348,1 MF en 2012, soit un accroissement de 16,6%.



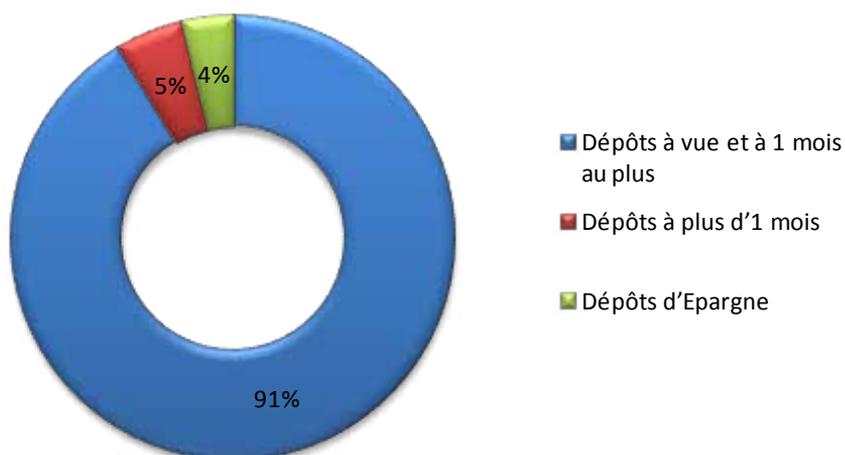
## DETTES ENVERS LA CLIENTELE

En millions de Bif	31.12.2012	31.12.2013	Variation %
<b>TOTAL DEPOTS CLIENTELE</b>	217.888,5	<b>232.789,3</b>	+6,8
Dépôts à vue et à 1 mois au plus	202.910,2	212.704,9	+4,8
Dépôts à plus d'1 mois	7.218,0	11.357,3	+57,3
Dépôts d'Epargne	7.760,3	8.727,1	+12,5

L'augmentation des dépôts a concerné toutes les catégories de ressources, avec une évolution plus marquée pour les dépôts à plus d'un mois (+57,3%) et, dans une moindre mesure, pour les dépôts d'épargne (+12,5%), les dépôts à vue et à un mois au plus ne s'inscrivant qu'en légère hausse de 4,8%. Une évolution qui traduit aussi un transfert d'avoirs de cette dernière catégorie vers les ressources de placement que sont les dépôts à terme et les dépôts d'épargne.

Il convient de noter que, d'une année à l'autre, les dépôts en francs Burundi ont cru de 13,7%, passant de 154.098,4 MF au 31 décembre 2012 à 175.293,8 MF ; dans le même temps, les dépôts en monnaies étrangères sont revenus de 63.790,0 MF à 54.495,5 MF sur la période sous revue, en baisse de 9,9%. Le ratio de couverture des crédits par les dépôts en BIF s'est ainsi amélioré, s'établissant désormais à 114,9% à fin décembre 2013 contre 95,6% douze mois auparavant.

La part des dépôts à vue et à un mois au plus dans le total des dépôts de la clientèle reste importante, quoiqu'en légère baisse, à 91,3 % contre 93,1 % au 31.12.2012.



## CREDITS A L'ECONOMIE

En millions de Bif	31.12.2012	31.12.2013	Variation %
<b>TOTAL CREDITS</b>	161.178,3	152.573,3	-5,3
Crédits café	5.503,7	2.623,2	-52,3
Crédits de trésorerie	131.326,3	122.694,0	-6,6
Crédits d'équipement	22.396,9	25.428,1	+13,5
Autres crédits	1.951,4	1.828,0	-6,3

Après les 11,8% de croissance enregistrés par les crédits à l'économie en 2012, ces derniers ont baissé en 2013, s'inscrivant en décreue de 5,3% en fin d'exercice, à 152.573,3 MF, contre 161.178,3 MF au 31 décembre 2012.

Ce repli a touché la principale composante des concours à l'économie de la Banque : les crédits de trésorerie, qui représentent 80,4% de nos interventions en 2013 et qui sont en baisse de 6,6%, s'établissant à 122.694,0 MF au lieu de 131.326,3 MF l'exercice précédent. Mais aussi les crédits à la filière café, en recul de 52,3%, et à l'habitat (-6,3%) ; la réduction des encours des crédits à l'habitat est constituée par les remboursements, en l'absence de nouvelles interventions dans ce secteur.

La part des crédits à l'économie dans le total bilantaire revient à son niveau de 2011, soit 50,1% après être remonté à 57,7 % en 2012.



## COMPTE DE RESULTATS

En millions de Bif	31.12.2012	31.12.2013	Variation %
+Intérêts Perçus s/crédits	20.334,4	20.727,7	+1,9
-Intérêts Bonifiés s/dépôts	5.108,2	6.765,5	+32,4
<b>=Marge s/op. clientèle</b>	<b>15.226,2</b>	<b>13.962,2</b>	<b>-8,3</b>
+Intérêts Perçus s/op.trés.	4.610,2	2.619,2	-43,2
-Intérêts Bonifiés s/op.trés.	5.819,1	2.496,0	-57,1
<b>=Marge s/op. trésorerie</b>	<b>-1.208,9</b>	<b>123,2</b>	<b>+110,2</b>
<b>MARGE SUR INTERETS</b>	<b>14.017,3</b>	<b>14.085,4</b>	<b>+0,5</b>
+Commissions & Revenus divers	7.785,1	7.422,2	-4,7
<b>= PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>21.802,4</b>	<b>21.507,6</b>	<b>-1,3</b>
<b>- FRAIS GENERAUX</b>	<b>12.830,4</b>	<b>12.541,7</b>	<b>-2,3</b>
*Frais de personnel	5.179,6	5.257,4	+1,5
*Autres charges d'exploitation	4.583,8	4.326,7	-5,6
*Impôts et taxes divers	1.167,6	700,4	-40,0
*Amortissements	1.899,4	2.257,2	+18,8
<b>= RESULTAT BRUT D'EXPLOIT.</b>	<b>8.972,0</b>	<b>8.965,9</b>	<b>-0,1</b>
-Provisions sur créances	1.009,6	4.278,2	+323,7
+Reprises de provisions	656,7	290,7	-55,7
<b>= RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>8.619,1</b>	<b>4.978,4</b>	<b>-42,2</b>
-Impôts	2.129,2	1.277,0	-40,0
<b>= RESULTAT NET</b>	<b>6.489,9</b>	<b>3.701,4</b>	<b>-43,0</b>

La rentabilité de la Banque en 2013 est fortement impactée par la faiblesse de l'activité crédits, la dégradation du portefeuille, la baisse du volume des opérations avec l'étranger, consécutive à la situation de trésorerie tendue en devises une large partie de l'année, et par l'évolution maîtrisée des frais généraux d'exploitation.

En raison de ce dernier facteur, le résultat brut d'exploitation demeure à son niveau de 2012, à 8.965,9 MF, contre 8.972,0 MF l'exercice précédent, alors même que le produit net bancaire est en baisse de 1,3%.

## Le Produit Net Bancaire (PNB)

A 21.507,6 MF au 31 décembre 2013, contre 21.802,4 MF en 2012, le produit net bancaire apparaît en quasi-stagnation.

Il pâtit de la dépréciation de la marge sur opérations d'intermédiation (-1.264,0 MF ou -8,3%) et du fléchissement des commissions sur opérations (-362,8 MF ou -4,7%), des produits impactés par la baisse de l'activité à l'International Banking consécutif à la pénurie de ressources en devises.

Le produit net bancaire se décompose entre :

- **une marge d'intérêts maintenue** : inscrite à seulement 14.085,4 MF, contre 14.017,2 MF à fin décembre 2012, soit une petite hausse de 0,5 % ; une quasi-stagnation principalement due au recul de l'intermédiation clientèle, qui a souffert d'un effet volume défavorable dans la production de crédits de la détérioration du portefeuille, mais aussi de la transformation d'épargne à vue en épargne de placement ; la marge sur opérations clientèle diminue ainsi de 1.264,0 MF (-8,3%), traduisant le renchérissement des charges financières sur dépôts (+32,4%) et la faible performance en intérêts sur crédits (+1,9%) ; un double effet négatif contrebalancé, et au-delà, par l'élargissement de la marge sur opérations de trésorerie (+1.332,1 MF ou +110,2%) qui a bénéficié de la nette contraction des charges sur refinancement (-3.714,9 MF ou -93,6%), bien plus importante que celle des produits sur Titres du trésor (-2.069,7 MF ou -61,4%) ;
- **et des commissions et revenus divers en berne** : -4,7%, à 7.422,2 MF au 31 décembre 2013 contre 7.785,1 MF l'exercice précédent ; cette contraction est essentiellement due à la baisse des revenus sur crédits et remises documentaires (-56,3%) et des commissions sur engagements (-42,8%), le repli de ces dernières étant lié à la conjoncture économique peu favorable au secteur des marchés publics ; l'amélioration des revenus de change (+10,6%), obtenue grâce à un contrôle rigoureux des opérations de change, et l'augmentation continue des produits sur transferts Western Union (+5,9%) et sur transactions monétiques (+29,3%, à 655,9 MF) ont partiellement limité la réduction des commissions et revenus sur opérations.

## Les Charges d'Exploitation

Avec une baisse de 2,3%, à 12.541,7 MF, contre 12.830,4 MF en 2012, l'évolution des charges générales d'exploitation marque un tournant en 2013, inversant la tendance haussière observée depuis ces trois dernières années : +11,4% en 2010, +20,5% en 2011 et +18,8% en 2012.

Ce retournement résulte de la faible progression des frais de personnel (+1,5%), de la maîtrise d'importants postes de charges et des efforts réussis de minoration des pertes de change (-54,4%) :

- **frais de personnel** : en accroissement modéré de seulement 1,5%, à 5.257,4 MF, les frais de personnel reflètent l'ajustement du bonus de fin d'exercice, qui a tenu compte du contexte économique et des performances de l'exercice : les gratifications de fin d'année ont ainsi été limitées à trois mois de salaires au lieu des quatre mois traditionnels ; leur faible évolution est aussi expliquée par un moindre participation de la Banque au Fonds de Pension Complémentaire suite à la baisse des résultats de 2012 sur base desquels elle est calculée ;
- **autres frais généraux** : en dépit d'un niveau général des prix qui est demeuré élevé en 2013, des hausses tarifaires sur les redevances des opérateurs publics Regideso et Onatel et de l'introduction de nouvelles taxes sur les communications, les frais généraux de bureau et de support sont en baisse de 5,6%, à 4.326,7 MF, contre 4.583,8 MF en 2012 ; cette contraction a concerné d'importants postes de frais, dont:
  - » les frais de carburant pour groupes électrogènes : -165,2 MF par rapport à 2012(-68,1%) ; cette économie est obtenue grâce aux investissements en énergie solaire, qui équipe grand nombre de nos agences et guichets ;
  - » les loyers payés : -38,1 MF rapportés au même poste en 2012 (-33,2%) ;
  - » les frais de publicité : -77,4 MF comparés aux dépenses de 2012 (-41,5%) ; une réduction résultant de la compression du budget de publicité acquise à travers le refus d'un grand nombre de propositions d'insertions publicitaires faites par nos prestataires habituels du secteur ;

- » les frais de libéralité en dons, subsides et autres cadeaux de circonstance : -108,0 MF par rapport à l'exercice 2012 (-40,8%) ;
- » les frais de réception : -53,3 MF en comparaison à fin décembre 2012 (-82,9%) ; c'est l'effet de la suppression de la grande réception grand public traditionnellement organisée après l'Assemblée Générale des Actionnaires ;
- » les frais du Conseil d'Administration : -47,0 MF comparés aux frais de 2012 (-29,5%) ; cette importante baisse est expliquée par une surcharge de 40,0 MF enregistrée dans les frais de conseil d'administration au 30 septembre 2012 et correspondant à une provision non utilisée et reprise à fin décembre 2012 ;
- » et les pertes de change : -390,6 MF rapportées aux pertes de 2012 (-54,4% : des gains d'opportunité engrangés suite à l'instauration d'un monitoring quotidien des opérations de change.

En raison, cependant, d'un niveau d'inflation toujours élevé et des augmentations de tarifs des services publics comme l'eau, l'électricité et les télécommunications, certains postes de charges sont restés orientés à la hausse, à l'instar :

- » des frais médicaux et pharmaceutiques : +33,9 MF par rapport à l'exercice 2012 (+14,5%) ; une hausse imputable à l'effet prix des médicaments ;
- » des achats de services extérieurs : +79,0 MF comparés à fin décembre 2012 (+67,3%) ; cette croissance est expliquée par diverses prestations de consultants, dont la consultance IFRS, le recrutement de sociétés de gardiennage et par le relèvement de tarifs de nos prestataires ;
- » des frais de maintenance informatique : +90,8 MF (+55,7%) : ces frais ont été grevés par l'appel et la régularisation de la garantie émise en faveur de notre consultant informatique (172,5 MF) ;
- » des frais de communications téléphoniques : +21,0 MF par rapport à fin décembre 2012 (+17,5%) ; une nouvelle taxe sur les communications a, en effet, été mise en place en juillet 2013 ;
- » des fournitures de bureau : +39,3 MF comparés au niveau de 2012 (+7,8%) ; une évolution corrélée à l'environnement d'inflation ;
- » et des frais de carburant pour véhicules : +82,1 MF comparés aux mêmes frais au 31 décembre 2012 (+48,7%) ; des augmentations dues, entre autres, à la révision à la hausse des prix des carburants intervenue à trois reprises en 2013.

- **les charges d'amortissement augmentent de 18,8 %, à 2.257,2 MF** : cette hausse porte sur les investissements réalisés en 2012 et 2013 dans les domaines de la monétique et de l'extension du réseau de distribution.

En raison de la faible évolution des frais généraux, le coefficient d'exploitation, qui définit le rapport entre les frais généraux et le produit net bancaire, reste stable, à 58,3%, contre 58,8 % à fin décembre 2012.

## Les Provisions pour risques de crédit

L'effet de la maîtrise des frais généraux d'exploitation sur le résultat a été contrarié par la détérioration de la qualité du portefeuille des crédits inhérente à l'environnement économique largement dégradé.

Ainsi, les provisions pour créances préoccupantes s'établissent à 4.278,2 MF, augmentant de 3.268,5 MF (+323,7%) par rapport aux réalisations de l'exercice 2012.

A 290,7 MF, les reprises de provisions de l'exercice sont inférieures aux provisions affectées. Le cumul de ces dernières au 31 décembre 2013 s'élève à 13.247,1 MF et assure une couverture de 91,2 % des créances compromises, dont l'encours s'établit à 14.516,0 MF.

## Le Résultat Net

Après une provision d'impôt de 1.277,0 MF, le résultat net s'établit à 3.701,4 MF et enregistre une diminution de 43,0 % par rapport à l'exercice 2012.





---

INTERBANK BURUNDI

---



**Carte American Express**

**acceptée à nos terminaux**

# REPARTITION DES BENEFICES

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément à l'article 52 des statuts de la Banque, l'Assemblée Générale Ordinaire est invitée à se prononcer sur le projet de répartition du bénéfice de l'exercice.

Ce dernier s'élève à BIF 3.701.855.740 compte tenu du bénéfice reporté de BIF 501.567.

Nous vous en proposons l'affectation suivante :



Report à Nouveau  
BIF 3.701.855.740

## NOMINATIONS STATUTAIREs EXERCICE 2013

### Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En application de l'article 18 des Statuts de la Banque, les mandats d'Administrateurs de :

- Madame Marguerite RUMBETE
- Monsieur l'Abbé Gabriel BAZIRUWISABIYE
- Monsieur Georges COUCOULIS
- Monsieur Bonaventure NICIMPAYE
- Monsieur Reginald THIBAUT de MAISIERES
- Monsieur Paul BERGER
- Monsieur Mathias SINAMENYE
- Monsieur Salvator TOYI
- Monsieur Callixte MUTABAZI
- SALEX CORPORATION

viennent à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

Ces Administrateurs sont rééligibles et se présentent à vos suffrages.

Si leurs candidatures vous agréent, leurs mandats viendraient à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'An 2015 statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

Au terme de ce rapport, nous voudrions encore une fois féliciter et remercier le Comité de Direction et tout le personnel de l'Interbank Burundi pour l'appréciable travail accompli et pour leur engagement sans cesse renouvelé à l'édification de l'Interbank Burundi.

**Le Conseil d'Administration.**

## OPINION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

### “SUR LES ETATS FINANCIERS AUX ACTIONNAIRES D’INTERBANK BURUNDI S.A”

Nous avons effectué une vérification des états financiers d’INTERBANK BURUNDI SA. Ces états financiers comprennent le bilan au 31 Décembre 2013, le compte de résultat pour l’exercice arrêté au 31 Décembre 2013 et le hors bilan au 31 Décembre 2013 ainsi qu’un résumé des principales conventions comptables et d’autres notes explicatives.

#### **Responsabilité du Conseil d’Administration sur les états financiers**

Le conseil d’administration est responsable de la préparation des états financiers et leur caractère régulier et sincère conformément à la loi bancaire du Burundi, n°1/017 du 23 Octobre 2003.

Cette responsabilité comprend: le maintien d’un système de contrôle interne permettant l’établissement de comptes réguliers et sincères ne comportant pas d’anomalies significatives provenant de fraudes ou d’erreurs; le choix et l’application des principes comptables appropriés; et l’utilisation d’estimations compatibles et raisonnables en fonction des circonstances.

#### **Responsabilité des Commissaires aux Comptes**

Notre mission consiste à exprimer une opinion indépendante sur ces états financiers. Nos diligences ont été effectuées en accord avec les normes internationales d’audit. Ces normes prévoient que nous nous conformions aux règles d’éthique et que notre audit soit planifié et effectué de manière à obtenir l’assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d’inexactitudes significatives.

Un audit requiert la mise en œuvre de procédures permettant d’obtenir l’assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d’anomalies significatives. Les procédures mises en œuvre dépendent du jugement du commissaire aux comptes incluant une évaluation du risque d’erreur significative en cas de fraudes ou d’erreurs. Cette évaluation du risque a pour objectif de s’assurer de la pertinence du système du contrôle interne quant à l’établissement des états financiers afin de mettre en œuvre les procédures d’audit adéquates. Elle n’a pas pour but de formuler une opinion sur la qualité du contrôle interne. Un audit comprend également l’appréciation des principes comptables utilisés et

des principales estimations faites par la direction de la banque, ainsi que l'évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A notre connaissance, nous avons obtenu toutes les informations utiles pour l'accomplissement de notre mission et nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

## **Opinion**

A notre avis les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'Interbank Burundi au 31 décembre 2013, ainsi que de la performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables applicables aux banques commerciales au Burundi.

**Le Commissaire aux comptes**  
GPO PARTNERS BURUNDI

**Représentée par :**  
Patrick GASHAGAZA  
Associé



**ASSEMBLEE GENERALE  
ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU  
7 Mars 2014**

## RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 1 MARS 2013

### Première résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2013, approuve ces rapports.

### Deuxième résolution :

L'Assemblée Générale approuve le bilan et le compte des pertes et profits de la Banque pour l'exercice social arrêté au 31 décembre 2013.

### Troisième résolution :

L'assemblée Générale approuve l'affectation du solde bénéficiaire tel qu'elle lui est proposée :

Report à nouveau

3.701.855.740

## Quatrième résolution :

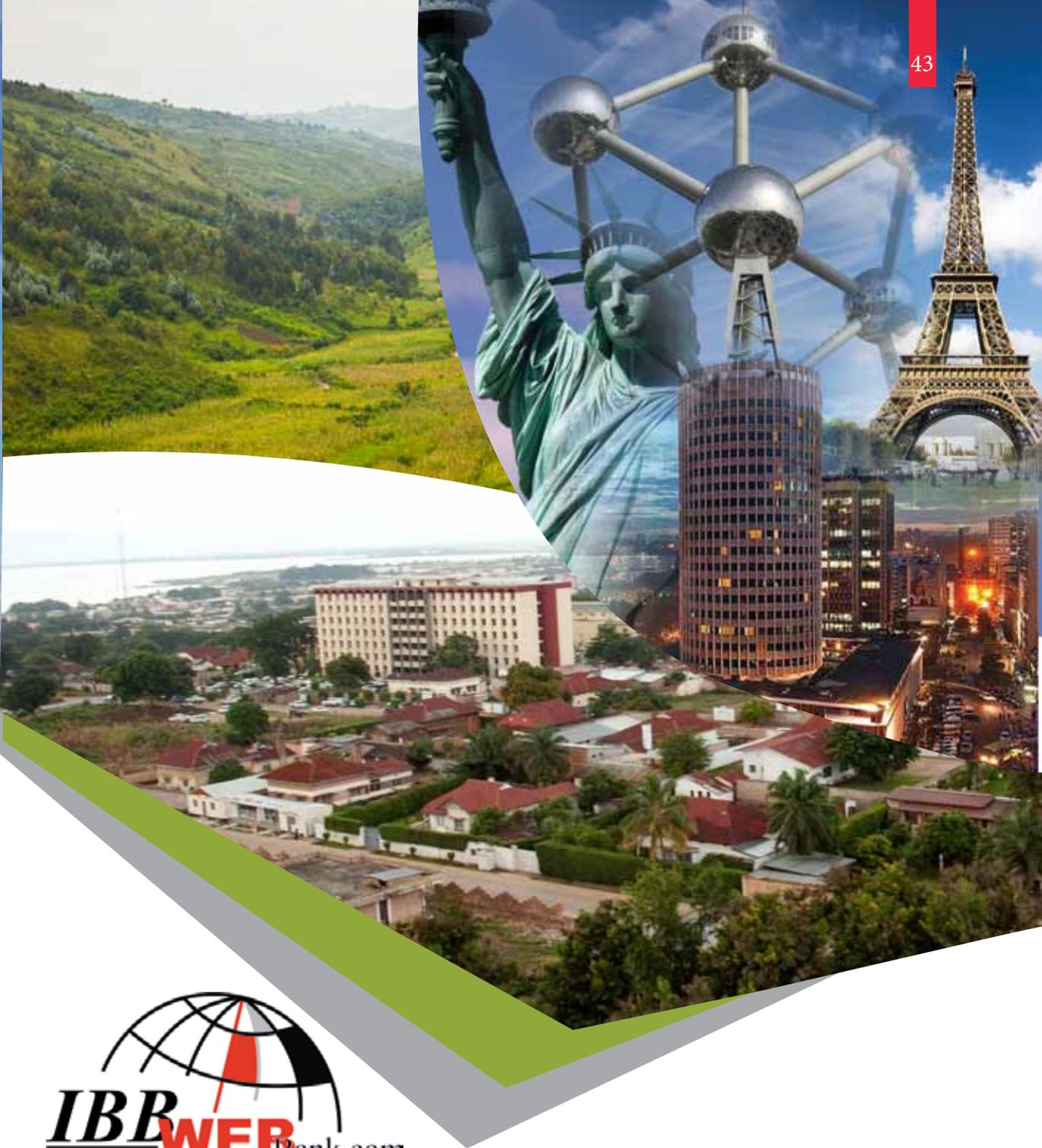
L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus aux membres du Conseil d'Administration de leur gestion pour l'exercice 2013.

## Cinquième résolution :

En application de l'article 18 des statuts de la Banque, l'Assemblée Générale Ordinaire nomme les Administrateurs :

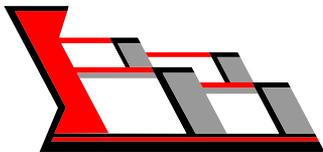
- Madame Marguerite RUMBETE
- Monsieur l'Abbé Gabriel BAZIRUWISABIYE
- Monsieur Georges COUCOULIS
- Monsieur Bonaventure NICIMPAYE
- Monsieur Reginald THIBAUT de MAISIERES
- Monsieur Paul BERGER
- Monsieur Mathias SINAMENYE
- Monsieur Salvator TOYI
- Monsieur Callixte MUTABAZI
- SALEX CORPORATION

pour une durée d'une année qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2015 statuant sur les comptes de l'exercice 2014.



# RESEAUX

## DE DISTRIBUTION ET DE CORRESPONDANT



# INTERBANK BURUNDI S.A.

## Notre réseau de distribution

### Siège : Bujumbura-Centre

15, Avenue de l'Industrie

Tél. : (257) 22 06 29

Fax : (257) 22 04 61

E-mail : [info@interbankbdi.com](mailto:info@interbankbdi.com)

Site Web : [www.interbankbdi.com](http://www.interbankbdi.com)

CODE SWIFT : IBBU BIBI

#### Guichet Mutakura

Avenue du 3 Septembre  
Quartier Mutakura

#### Guichet Bwiza

Angle Avenue du Peuple Murundi  
& 6ème Avenue Bwiza

#### Guichet O.B.R. "Le Savonnier"

#### Guichet O.B.R. "Emmaus"

#### Quartier Asiatique

Avenue NTAHANGWA  
Tél. : (257) 22 22 06 29  
Fax : (257) 22 21 00 35  
E-mail : [asiatique@interbankbdi.com](mailto:asiatique@interbankbdi.com)

#### Guichet Buyenzi

20<sup>ème</sup> Avenue n°1  
Tél. : (257) 22 22 06 29  
Fax : (257) 22 21 00 33  
E-mail : [buyenzi@interbankbdi.com](mailto:buyenzi@interbankbdi.com)

#### Guichet BRARUDI

Boulevard du 1<sup>er</sup> Novembre  
Tél. : (257) 22 21 09 41

#### Guichet Building Administratif

Tél. : (257) 22 22 06 29

#### Guichet Meridien Source du Nil

Avenue Nicolas Mayugi  
Tél (257) 22 25 03 57

#### Nouveau Quartier Industriel

Nouveau Marché, Avenue de l'OUA

#### Place de l'Indépendance

Avenue du Commerce  
Tél. : (257) 22 22 06 29  
Fax : (257) 22 24 29 49  
E-mail : [api@interbankbdi.com](mailto:api@interbankbdi.com)

#### Marché Central de Bujumbura

Avenue de la Croix-Rouge  
Tél. : (257) 22 24 12 75 / 22 22 06 29  
Fax : (257) 22 24 17 76  
E-mail : [amc@interbankbdi.com](mailto:amc@interbankbdi.com)

#### Guichet Jabe

Avenue de la Jeunesse  
Tél. : (257) 22 22 06 29  
Fax : (257) 22 24 48 07  
E-mail : [jabe@interbankbdi.com](mailto:jabe@interbankbdi.com)

#### Guichet Cotebu

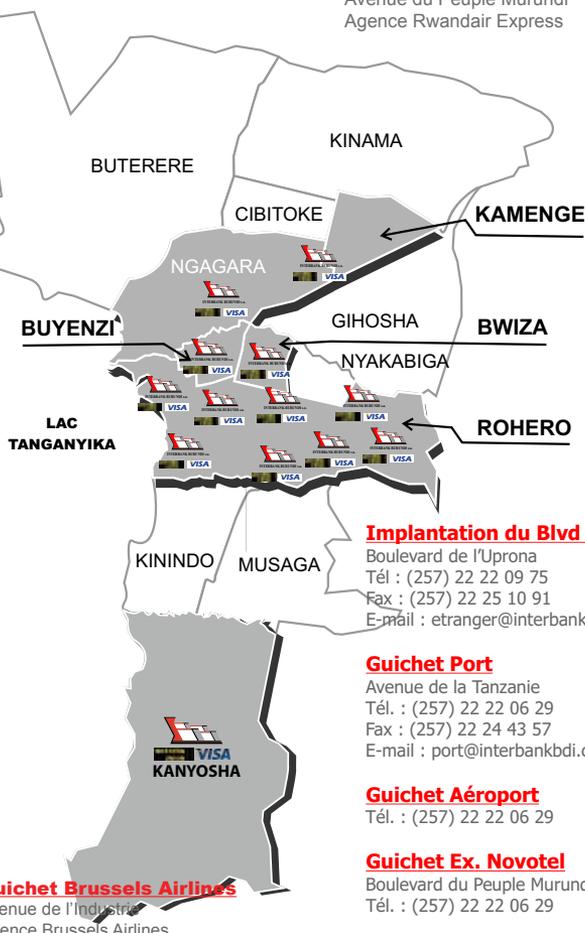
Nouveau Marché Cotebu  
Commune Ngagara

#### Guichet Kanyosha

Route Rumonge  
Commune Kanyosha

#### Guichet Rwandair Express

Avenue du Peuple Murundi  
Agence Rwandair Express



#### Implantation du Blvd de l'Uprona

Boulevard de l'Uprona  
Tél : (257) 22 22 09 75  
Fax : (257) 22 25 10 91  
E-mail : [etranger@interbankbdi.com](mailto:etranger@interbankbdi.com)

#### Guichet Port

Avenue de la Tanzanie  
Tél. : (257) 22 22 06 29  
Fax : (257) 22 24 43 57  
E-mail : [port@interbankbdi.com](mailto:port@interbankbdi.com)

#### Guichet Aéroport

Tél. : (257) 22 22 06 29

#### Guichet Ex. Novotel

Boulevard du Peuple Murundi  
Tél. : (257) 22 22 06 29

#### Guichet BNUB

Chaussée d'Uvira  
BNUB Headquarters

#### Guichet Kamenge

Tél. : (257) 22 23 97 66

#### Guichet Brussels Airlines

Avenue de l'Industrie  
Agence Brussels Airlines

#### Guichet Av. de la Mission

Avenue de la Mission

#### Guichet U-COM Leo

Au sein de l'entreprise U-COM

# Notre réseau de distribution

## INTERIEUR DU PAYS



### NGOZI :

Ngozi (Centre)  
Tél. : (257) 22 30 23 24  
Fax : (257) 22 30 23 34  
E-mail : ngozi@interbankbdi.com

### KIRUNDO :

Kirundo (Centre)  
Tél. : (257) 22 30 46 33  
E-mail : kirundo@interbankbdi.com

### CANKUZO :

Cankuzo (Centre)  
Tél. : (257) 22 40 70 98  
Fax : (257) 22 40 70 98  
E-mail : cankuzo@interbankbdi.com

### RUGOMBO :

Centre de Négoce de Rugombo  
Tél. : (257) 79 156 710  
: (257) 79 915 538  
E-mail : rugombo@interbankbdi.com

### NYANZA-LAC :

Centre Commercial de Nyanza-Lac

### MABANDA :

Centre Commercial de Mabanda

### KAYOGORO :

Centre Commercial de Kayogoro

**MUTOYI :**  
En Commune Bugendana

**MABAYI :**  
Centre de négoce de Mabayi

**KARUSI :**  
Centre Commercial de Karusi

**RUYIGI :**  
Centre Commercial de Ruyigi

**MASANGANZIRA :**  
A 30 km de Ngozi

**BUBANZA :**  
Centre Commercial de Bubanza  
Tél. : (257) 22 26 1346  
E-mail : bubanza@interbankbdi.com

**KAYANZA :**  
Centre Commercial de Kayanza, sur la RN 1

**RUMONGE :**  
En face du marché  
Tél. : (257) 22 50 40 12  
E-mail : rumonge@interbankbdi.com

**MAKAMBA :**  
En face du marché  
Tél. : (257) 22 50 40 12  
E-mail : makamba@interbankbdi.com

### GITEGA :

**\* AGENCE GITEGA**  
Gitega (Centre)  
Tél. : (257) 22 40 32 66  
Fax : (257) 22 40 32 68  
E-mail : gitega@interbankbdi.com

### \* GUICHET BRARUDI GITEGA

### MUYINGA :

Muyinga (Centre)  
Tél. : (257) 22 30 67 63  
Fax : (257) 22 30 67 68  
E-mail : muyinga@interbankbdi.com



# RESEAUX DE CORRESPONDANTS A L'ETRANGER



## **DEUTSCHE BANK TRUST COMPANY AMERICAS**

60 WALL STREET Front 1  
NEW YORK 10005-2836



## **KENYA COMMERCIAL BK LIMITED / NAIROBI**

MOI AVENUE NAIROBI  
Site Web : <http://www.kcb.co.ke>  
CODE SWIFT : KCBLKENX



## **KREDIETBANK / BRUXELLES**

2-1080 BRUXELLES  
Site Web : <http://www.kbc.be>  
IBAN BE 04 3010102188-31  
CODE SWIFT : KREDBEBB



## **KREDIETBANK / BRUXELLES**

2-1080 BRUXELLES  
Site Web : <http://www.kbc.be>  
IBAN BE 04 3010102188-31  
CODE SWIFT : KREDBEBB



## **BNP Paribas Fortis**

MONTAGNE DU PARC  
3-1000 BRUXELLES  
Site Web : <http://www.fortis.be>  
IBAN BE 59 29114520826  
CODE SWIFT : GEBABEBB



## **BYBLOS BANK BELGIUM**

Rue Montoyer 10  
Bte. 3, 1000 Brussels



## **COMMERZBANK AG**

Kaiserplatz, Frankfurt am Main  
60261  
Frankfurt am Main  
Site Web : <http://www.commerzbank.de>  
CODE SWIFT : COMDE333



## **ING BELGIUM**

24, AVENUE MARNIX  
B 1050 BRUXELLES  
Site Web : <http://www.bble.be>

